



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

=====

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

=====

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Fin mars 2017



SOUS DIRECTION DE LA CONJONCTURE

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1^{er} étage

Tél: (00225) 20 20 09 24/ 20 20 09 25/ 20 21 07 38

04 BP 650 Abidjan 04

Email: sd.c.dppsedge@dge.gouv.ci

Date de Publication : 15 mai 2017

Publication trimestrielle *N° 1/2017*

SOMMAIRE

SYNTHESE	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
I.1. PAYS AVANCES	3
I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT	4
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA	4
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES	5
II. CONJONCTURE NATIONALE	6
II.1. SECTEUR REEL	6
II.2. FINANCES PUBLIQUES	14
II.3. COMMERCE EXTERIEUR	16
II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHE BOURSIER	18

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin mars 2017	5
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle	7
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives	7
Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier.....	9
Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	9
Graphique 6 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin mars	10
Graphique 7 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination	11
Graphique 8 : Evolution du trafic global de marchandises du PAA.....	11
Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation	13
Graphique 10 : Indicateurs des finances publiques à fin mars (en milliards de FCFA).....	16
Graphique 11 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur	16
Graphique 12 : Répartition géographique des exportations à fin mars 2017	18
Graphique 13 : Répartition géographique des importations à fin mars 2017	18
Graphique 14: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA).....	19
Graphique 15: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	20
Graphique 16 : Evolution des indices boursiers par secteur	20

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %)	3
Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %)	4
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %).....	4
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation.....	6
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017.....	17
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017	18

LISTE DES ABBREVIATIONS ET ACRONYMES

BAD :	Banque Africaine de Développement
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC :	Bénéfice Industriel et Commercial
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Communauté des Etats Indépendants
DDO :	Distillate Diesel Oil
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGE :	Direction Générale de l'Economie
FCFA :	Franc de la Coopération Financière d'Afrique
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh	Giga watt heure
HVO :	Heavy Vacuum Oil
MEDC:	Mécanisme Elargi de Crédit
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MW :	Mégawatt
PEM :	Perspectives Economiques Mondiales
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

Embellie des perspectives de l'économie mondiale

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale en 2017 s'améliorent selon les récentes prévisions du FMI publiées dans les PEM d'avril 2017. En effet, le taux de croissance devrait ressortir à 3,5% contre 3,4% prévu en janvier 2017¹. L'économie mondiale, spécifiquement les pays avancés, bénéficie du redressement de l'investissement, du commerce mondial et de l'industrie manufacturière.

Dans les **économies avancées**, le PIB progresserait de 2,0%, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision précédente. Cette révision du taux de croissance serait principalement liée à un regain de dynamisme de l'activité qui serait meilleure que prévue au Japon (+1,2% après +0,8%); au Royaume-Uni (+2,0% après +1,5%) et dans la Zone Euro (+1,7% après +1,6%). Aux Etats-Unis, la prévision de croissance reste stable à +2,3%.

Par contre, dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de progression de l'activité en 2017 reste stable à +4,5%. La croissance serait portée par la bonne dynamique prévue en Chine (+6,6%) et en Inde (+7,2%) ainsi que par le retour de la croissance au Brésil. La Chine bénéficierait de l'accélération du crédit à l'économie et des investissements publics. Au Brésil, l'activité se redresserait légèrement (+0,2%) après la contraction de 3,6% enregistrée en 2016.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance du PIB devrait s'afficher à 2,6 % en 2017 après 2,8% prévu précédemment. Cette hausse serait portée principalement par la reprise de la production pétrolière au Nigéria ainsi que par le redressement de l'agriculture et l'expansion des capacités de production d'électricité en Afrique du Sud.

La croissance économique au sein de l'**UEMOA** est projetée à +7,3% en 2017 selon la BCEAO. Cette performance serait due à la consolidation de l'activité dans le secteur secondaire et à la bonne tenue du secteur tertiaire.

Cours du cacao toujours en retrait

Le marché des matières premières est caractérisé par une bonne orientation des cours moyens des principaux produits de base notamment, le café (+20,7%), le coton (+26,6%), le caoutchouc (+81,6%), l'huile de palme (+19,1%), le sucre (+37,2%), l'or (+3,2%) et le pétrole brut (+57,5%), par rapport à fin mars 2016. S'agissant du cacao, les cours (-29,7%) ressortent fortement en baisse

sur la période sous revue. Cependant, en évolution mensuelle, les cours du cacao se redressent au mois de mars 2017 (+1,2%), passant de 2 034,1 USD en février 2017 à 2 057,8 USD la tonne sur le marché de Londres.

Poursuite du repli de l'euro face au dollar

Le **marché des changes à fin mars 2017**, comparé à la même période de 2016, est marqué par une dépréciation de l'euro en moyenne, par rapport au dollar US (-3,4%). En revanche, l'euro s'apprécie face à la livre sterling (+11,6%) et au yuan renminbi (+1,7%).

Consolidation de la croissance au niveau national

Au plan national, l'environnement de l'activité économique reste favorable malgré le choc interne portant sur les revendications salariales et sociales ainsi que le choc externe relatif à la chute des cours du cacao. Les revendications salariales et sociales ont été en grande partie prises en compte. Les discussions se poursuivent sur les points résiduels. En ce qui concerne le cacao, les perturbations enregistrées au niveau de la commercialisation, suite à la chute des cours, ont été résolues. En outre, le prix au producteur a baissé, passant de 1 100 FCFA sur la campagne principale 2016/2017 à 700 FCFA sur la campagne intermédiaire, pour tenir compte de l'évolution des cours. Conformément aux textes qui régissent la réforme de la filière, ce prix représente 60% du prix CAF. Sur le plan budgétaire, des ajustements ont été opérés pour intégrer l'impact de la baisse des cours du cacao sur les recettes et limiter le déficit budgétaire en 2017.

Le montant total des investissements agréés par le Centre de Promotion des Investissements s'est situé à 90 milliards, en recul de 13% par rapport à la période correspondante de 2016. Cette tendance baissière devrait s'inverser les mois à venir avec la résolution progressive, par le Gouvernement, des points soulevés par les différentes revendications sociales. En outre, au niveau de l'environnement des affaires, la Côte d'Ivoire entend améliorer son classement à travers la poursuite de la mise en œuvre de plusieurs réformes notamment (i) la création de deux nouveaux centres de moyennes entreprises, (ii) la finalisation de la pleine opérationnalité du Guichet Unique du Commerce Extérieur, (iii) la réduction des délais de recouvrement de créances de 26 mois à 12 mois, et (iv) la déclaration et le paiement des impôts en ligne.

Les réalisations à fin mars 2017 comparées à celles de la période correspondante de 2016 se présentent comme suit.

¹ Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale de janvier 2017

Redressement de l'agriculture d'exportation

Dans le **secteur primaire**, en relation avec l'amélioration de la pluviosité, l'agriculture d'exportation enregistre l'accroissement de l'ensemble de ses productions excepté le coton graine qui se contracte de 1,3%. Ainsi, l'anacarde (+121,3%), l'ananas (+26,4%), la banane (+31,2%) et le sucre (+2,1%) voient leur production progresser.

Consolidation du secteur secondaire

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité industrielle (+4,4%) maintient sa bonne orientation grâce à la vitalité des industries manufacturières (+6,6%) et de la branche « Electricité, gaz et eau » (+5,7%). Toutefois, cette hausse est atténuée par un retrait des industries extractives (-7,5%) après des réalisations record enregistrées en 2016. Quant au BTP, il se contracte de 8,7%.

Evolution contrastée du secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** affiche une évolution différenciée de ses composantes. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail augmente de 7,0% en termes nominaux. De même, il est enregistré une hausse de 14,7% du nombre de passagers commerciaux dans le trafic aérien. A l'inverse, le trafic global de marchandises dans le transport maritime (-3,3%) et dans le ferroviaire (-9,9%) se contractent. Par ailleurs, le transport terrestre accuse une baisse de 3,9%, affecté par les difficultés de commercialisation du cacao au début de l'année 2017 et l'engorgement au port d'Abidjan qui réduit les rotations.

Croissance modérée des prix à la consommation

L'**indice des prix à la consommation** affiche une augmentation de 1,0% par rapport à la période correspondante de 2016. Cette évolution provient du renchérissement des prix des produits non alimentaires (+1,2%) et des produits alimentaires (+0,5%). En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 0,8%, inférieur à la norme communautaire d'un maximum 3%.

Hausse de la création nette d'emplois

Le marché de l'**emploi** dans le secteur moderne reste bien orienté. Au total, 35 620 emplois nets ont été créés au cours des 12 derniers mois dont 83,7% (+29 806 emplois) à l'actif du secteur privé.

Bonne tenue des dépenses d'investissements

A fin mars 2017, la situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 1 164,0 milliards contre un objectif de 1 139,8 milliards. Cette évolution est attribuable au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+18,2 milliards) et des recettes non fiscales (+48,7%). Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à 1 196,6 milliards contre un objectif de 1 365,8 milliards, soit une sous

consommation de 169,2 milliards provenant principalement des dépenses de fonctionnement (-102,7 milliards) et dépenses de personnels (-14,4 milliards). Par contre, les dépenses d'investissement sont évaluées à 407,4 milliards, supérieures à l'objectif de 404,8 milliards

Le solde primaire de base ressort excédentaire de 246,7 milliards tandis que le solde budgétaire global affiche un déficit de 32,6 milliards. Ce déficit a été couvert grâce au recours aux marchés monétaire et financier sous régional.

Bonne orientation des exportations

La situation des **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels est caractérisée par un solde commercial excédentaire de 1 191,4 milliards, contre 462,6 milliards en mars 2016. Cette évolution découle d'une hausse des exportations de 26,9% et d'une contraction des importations de 14,2% en valeur.

Augmentation du financement bancaire

La **situation monétaire** est marquée par un accroissement des crédits intérieurs nets de 21,3% sous l'effet conjoint des crédits nets à l'économie (+21,9%) et de la position nette du Gouvernement (+19,8%). En revanche, les avoirs extérieurs (-17,8%) continuent de se contracter en relation notamment avec le faible rapatriement des recettes d'exportation. Il résulte de ces évolutions une augmentation de la masse monétaire de 11,4%.

Hausse de la capitalisation boursière

Le **marché boursier** affiche une augmentation de la capitalisation boursière de 4,8% pour s'établir à 10 024,8 milliards. Cependant, les indices BRVM 10 et BRVM composite enregistrent des baisses respectives de 10,2% et 9,1%.

En conclusion, l'évolution de l'activité économique est globalement favorable grâce au redressement du secteur primaire et à la consolidation de l'activité industrielle. Le démarrage prochain de grands chantiers d'infrastructures publiques devrait contribuer à inverser la tendance baissière du BTP. De même, l'aménagement en cours de zones de parking pour les camions, par les autorités du port d'Abidjan, devrait permettre de désengorger la zone portuaire et redynamiser l'activité économique.

Dans l'ensemble, l'accélération attendue de la mise en œuvre du PND 2016-2020 devrait favoriser la consolidation de l'économie nationale et permettre l'atteinte de l'objectif de croissance de 8,5% en 2017.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au **niveau mondial**, le FMI a révisé le taux de croissance à 3,5% en 2017 en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision de janvier 2017². (+3,4%). Cette révision est en lien avec la bonne tendance de l'activité enregistrée dans les pays avancés, notamment au Royaume-Uni et au Japon. Cependant, les politiques protectionnistes, le relèvement des taux d'intérêt plus rapide que prévu aux Etats-Unis et une nouvelle appréciation du dollar menaceraient cette bonne dynamique.

I.1. PAYS AVANCES

L'activité dans les **pays avancés** progresserait de 2,0% en 2017, en accroissement de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision précédente. Elle bénéficierait d'une orientation de l'activité meilleure que prévue au Japon (+1,2 % après +0,8%), au Royaume-Uni (+2,0% après 1,5%) et dans la Zone Euro (+1,7% après +1,6%). Aux Etats-Unis, la prévision de croissance reste inchangée à +2,3%.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2016	Prévision 2017	
	PEM Avril 2017	Mise à jour des PEM janvier 2017	PEM Avril 2017
Mondiale	3,1	3,4	3,5
Pays avancés	1,7	1,9	2,0
Etats Unis	1,6	2,3	2,3
Canada	1,4	1,9	1,9
Japon	1,0	0,8	1,2
Royaume-Uni	1,8	1,5	2,0
Zone Euro	1,7	1,6	1,7
Allemagne	1,8	1,5	1,6
France	1,2	1,3	1,4
Italie	0,9	0,7	0,8
Espagne	3,2	2,3	2,6
Grèce	0,0	ND	2,2

Source : FMI PEM avril 2017 ; OCDE, INSEE

Aux États-Unis, la croissance devrait se situer en 2017 à 2,3% et serait portée par l'ensemble des composantes de la demande intérieure. L'activité bénéficie ainsi de la

politique de relance budgétaire basée sur des investissements publics massifs et la réduction significative des impôts pour booster l'investissement et la consommation privés.

Au **Japon**, la croissance prévue en 2017 à 1,2% serait alimentée par des exportations nettes plus vigoureuses.

La croissance du PIB **britannique** devrait atteindre 2,0% en 2017. La révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage s'explique par le dynamisme de l'investissement public consacré aux infrastructures.

Le **Canada** devrait profiter de l'amélioration des perspectives de l'économie américaine et de l'appréciation du dollar américain, en dépit de la baisse de la production de pétrole. Le taux de croissance en 2017 est estimé à +1,9%.

Dans la **Zone Euro**, l'activité économique devrait poursuivre sa reprise en 2017 (+1,7%) favorisée par une politique budgétaire expansionniste. Toutefois, l'incertitude politique due à l'approche des élections dans plusieurs pays, conjuguée à l'incertitude relative à la relation future avec le Royaume-Uni, devraient peser sur l'activité.

En **Allemagne**, sous l'hypothèse d'un renforcement de la reprise tirée par la vigueur de la consommation et de l'investissement dans la construction, le PIB progresserait de +1,6% en 2017.

En **France**, le PIB a progressé de 0,3% au premier trimestre de 2017 porté par l'investissement privé. Malgré un tassement attendu du pouvoir d'achat et des incertitudes politiques, le PIB serait en hausse de 1,4% en 2017.

L'économie **italienne** devrait croître de 0,8% en 2017, sous l'effet conjoint d'une progression modeste de la consommation des ménages et des investissements privés.

En **Espagne**, le PIB progresserait de 2,6% en 2017 contre une prévision antérieure de 2,3%, en raison de

² Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, janvier 2017

l'orientation plus favorable de l'activité économique au cours des trois premiers mois de 2017.

L'économie **grecque**, après un vaste programme de rééquilibrage budgétaire et de dévaluation interne, devrait enregistrer une croissance du PIB de +2,2% pour l'année 2017

I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance de 2017 est maintenue à +4,5%. Le dynamisme résulte de la bonne orientation de l'activité en Chine (+6,6%), de la vigueur de l'économie Indienne (+7,2%), ainsi que du redressement des économies brésilienne (+0,2%) et russe (+1,4%).

Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2016	Prévision 2017	
	PEM Avril. 2017	PEM janvier 2017	PEM Avril 2017
Pays émergents	4,1	4,5	4,5
Chine	6,7	6,5	6,6
Russie ³	-0,2	1,1	1,4
Brésil	-3,6	0,2	0,2
Inde	6,8	7,2	7,2
Afrique subsaharienne	1,4	2,8	2,6
Nigéria	-1,5	0,8	0,8
Afrique du sud	0,3	0,8	0,8

Source : FMI WEO janvier 2017 ; OCDE

La croissance de l'**économie chinoise** est portée par la poursuite d'une politique de soutien à l'activité sous forme d'un accroissement vigoureux du crédit et de l'investissement public.

En Inde, le taux de croissance pour 2017 est soutenu par le rebond de la consommation après le choc temporaire sur les dépenses des ménages suite au changement récent de billets de banque.

Le **Brésil** devrait sortir de la récession, grâce à une diminution de l'incertitude politique, un assouplissement de la politique monétaire et la poursuite des réformes.

La **Russie** devrait sortir également de la récession, stimulée par la remontée des prix du pétrole et le

redressement de la demande intérieure suite à l'assouplissement des conditions financières.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre +2,6 % en 2017 après 1,4% en 2016. Elle serait portée principalement par (i) le rebond des prix des produits de base, (ii) le redressement de la production pétrolière et de l'investissement au **Nigéria** ainsi que (iii) la reprise de la production agricole et l'expansion des capacités de production d'électricité en **Afrique du Sud**.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

La croissance économique au sein de l'**UEMOA** atteindrait environ 7,3% en 2017. Cette performance serait due à la consolidation de l'activité dans le secteur secondaire et à la bonne tenue du secteur tertiaire, malgré la persistance des menaces terroristes.

La croissance serait soutenue dans l'ensemble des pays principalement en Côte d'Ivoire (+8,5%), au Sénégal (+6,8%) et au Niger (+6,9%).

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2016	Croissance du PIB en 2017
Bénin	5,0	6,0
Burkina Faso	5,4	5,7
Côte d'Ivoire	8,8	8,5
Guinée Bissau	5,4	5,0
Mali	5,4	5,2
Niger	4,6	6,9
Sénégal	6,6	6,8
Togo	5,4	5,2
UEMOA	6,8	7,3

Sources : DGE/DPPSE ; Perspectives économique régionale, avril 2016 ; RSM décembre 2016

Au niveau **des prix à la consommation**, l'inflation resterait maîtrisée à +1,8% en 2017 en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la BCEAO.

Les **finances publiques** de l'Union seraient caractérisées par la persistance des déficits budgétaires à des niveaux relativement élevés en 2017. Ainsi, il serait enregistré un solde budgétaire hors dons déficitaire (-6,4%), attribuable à la hausse des dépenses (+25,4%).

³ Glissement annuel

Au niveau des **échanges extérieurs**, le solde commercial de l'Union enregistrerait un déficit de -1,4% du PIB. Cette détérioration du solde serait imputable à l'ensemble des pays de l'UEMOA. Seule la Côte d'Ivoire maintiendrait un solde commercial excédentaire en 2017.

I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Les cours du cacao toujours en retrait

En moyenne sur la période sous revue, le marché des matières premières est marqué par une bonne orientation en dehors du cacao.

Les cours du cacao ressortent en baisse de 29,7%. En revanche, ceux du café (+20,7%), du pétrole brut (+57,5%), du maïs (+0,5%), du coton (+26,6%), de l'huile de palme (+19,1%), du caoutchouc (+81,6%), du sucre (+37,2%) et de l'or (+3,2%) demeurent en hausse.

Il résulte de ces évolutions un accroissement de l'indice Moody's des matières premières de 18,2%.

En évolution mensuelle, les cours des principaux produits sont en retrait au mois de mars 2017, à l'exception du cacao (+1,2%), et du coton (+1,9%) qui connaissent une amélioration. Ainsi, les cours du cacao sont passés de 2 034,1 dollars US en février 2017 à 2 057,8 dollars US en mars 2017.

Poursuite du repli de l'euro face au dollar

Le **marché des changes** connaît une dépréciation de l'euro, en moyenne sur les trois premiers mois de 2017, par rapport au dollar US (-3,4%), au yen japonais (-4,7%) et au rand sud-africain (-19,3%). En revanche, l'euro s'apprécie face à la livre sterling (+11,6%) et au yuan renminbi (+1,7%).

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin mars 2017



En évolution mensuelle, la monnaie européenne s'apprécie face à la livre sterling (+1,5%), au dollar US (+0,4%), au yen (+0,4%) et au Yuan Renminbi (+0,8%) au mois de mars 2017.

II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin mars 2017, comparées à celles à fin mars 2016, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA sauf indication contraire*

Au plan national, l'environnement de l'activité économique reste favorable malgré le choc interne portant sur les revendications salariales et sociales ainsi que le choc externe relatif à la chute des cours du cacao. Les revendications salariales et sociales ont été en grande partie prises en compte. Les discussions se poursuivent sur les points résiduels. En ce qui concerne le cacao, les perturbations enregistrées au niveau de la commercialisation suite à la chute des cours ont été résolues. En outre, le prix au producteur a baissé, passant de 1 100 FCFA sur la campagne principale 2016/2017 à 700 FCFA sur la campagne intermédiaire, pour tenir compte de l'évolution des cours. Conformément aux textes qui régissent la réforme de la filière, ce prix représente 60% du prix CAF.

Sur le plan budgétaire, des ajustements ont été opérés pour tenir compte de l'impact de la baisse des cours du cacao sur les recettes et limiter le déficit budgétaire en 2017.

Les perturbations observées en début d'année ont entraîné un certain attentisme au niveau des investisseurs. Le montant total des investissements agréés par le Centre de Promotion des Investissements s'est situé à 90 milliards, en recul de 13% par rapport à la période correspondante de 2016. Cette tendance baissière devrait s'inverser les mois à venir avec la satisfaction progressive, par le Gouvernement, des points soulevés par les différentes revendications.

En outre, au niveau de l'environnement des affaires, la Côte d'Ivoire entend améliorer son classement à travers la poursuite de la mise en œuvre de plusieurs réformes notamment (i) la création de deux nouveaux centres de moyennes entreprises, (ii) la finalisation de la pleine opérationnalité du Guichet Unique du Commerce Extérieur, (iii) la réduction des délais de recouvrement de créances de 26 mois à 12 mois, (iv) la création d'entreprise en ligne, (v) la déclaration et le paiement des

impôts en ligne, et (vi) le renforcement de l'opérationnalisation du Bureau d'Information sur le Crédit par l'intégration des grands facturiers et des autres structures détentrices de données ainsi que par le développement des services de notation des emprunteurs.

II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

Reprise de l'agriculture d'exportation

Au premier trimestre 2017, le secteur primaire affiche une reprise de l'agriculture d'exportation en relation avec les conditions climatiques plus favorables. Ce secteur bénéficie également de la poursuite de la mise en œuvre du programme d'urgence d'appui à la production vivrière.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	3 mois 2016	3 mois 2017	Variation(%)	Prévision de croissance annuelle
Anacarde	59 564	131 831	121,3	10,1
Ananas	9 205	11 638	26,4	43,9
Banane	94 904	124 489	31,2	-7,1
Coton graine	219 860	217 079	-1,3	34,3
Sucre	93 939	95 876	2,1	23,5

Source : DGE, OPA, MINADER

La production de **noix de cajou** ressort en hausse de 121,3% pour s'établir à 131 830,9 tonnes. Avec la poursuite de la mise en œuvre des réformes dans cette filière, la Côte d'Ivoire ambitionne accroître sa production, améliorer la qualité des noix de cajou et aussi augmenter le taux de transformation locale.

Le **coton graine** affiche une production de 217 078,6 tonnes en repli de 1,3%. Le Conseil Coton Anacarde a démarré une tournée de sensibilisation des producteurs pour la mise en œuvre du zonage industriel en vue d'une meilleure prise en charge des producteurs.

Afin d'améliorer la transformation du coton et de la noix de cajou, le Gouvernement a adopté un décret portant

création et fixant les modalités de fonctionnement du Fonds de développement des activités de transformation locale du coton et de l'anacarde. Ce fonds alimenté par diverses ressources sera logé dans deux comptes distincts en fonction de l'origine, afin d'assurer un financement propre à chacune des filières.

S'agissant de la **filière sucrière**, elle affiche une production de 95 875,5 tonnes, en augmentation de 2,1%. Elle se relève progressivement des dégâts subis en 2016 sur l'une des unités de production.

La production **d'ananas** est en hausse de 26,4%, en lien avec l'augmentation du nombre de petits producteurs. Par ailleurs, elle bénéficie de l'appui à l'amélioration des outils de production et à la commercialisation. La filière capitalise les acquis de la mise en œuvre du PNIA 2012-2016.

Concernant la **banane dessert**, la production a atteint 124 488,9 tonnes en progression de 31,2%. Cette embellie est en relation avec la mise en œuvre du plan de relance de la filière.

Les perspectives dans le secteur primaire restent prometteuses. En effet, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de produire une richesse inclusive, le Gouvernement a signé un décret portant ratification de deux accords de prêt, l'un avec la Banque Africaine de Développement et l'autre avec la FAD en vue du financement du projet Pôle Agro-Industriel dans la région du Béliér. Ces projets générateurs d'environ 20 000 emplois devront permettre d'accroître les revenus des acteurs des chaînes de valeurs du secteur agricole et de lutter contre la vie chère et la pauvreté.

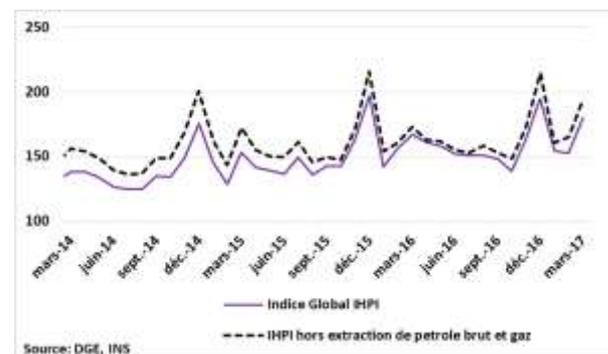
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire enregistre une évolution contrastée au terme du premier trimestre de l'année 2017. L'indice harmonisé de la production industrielle s'accroît de 4,4% comparativement à la période correspondante de 2016 tandis que l'indicateur avancé du BTP se contracte de 8,7%.

✓ Activité industrielle

L'activité industrielle bénéficie de la poursuite de la consolidation des industries manufacturières (+6,6%) et du dynamisme de la production d'« électricité, gaz et eau » (+5,7%), malgré la contraction de l'activité extractive (-7,5%).

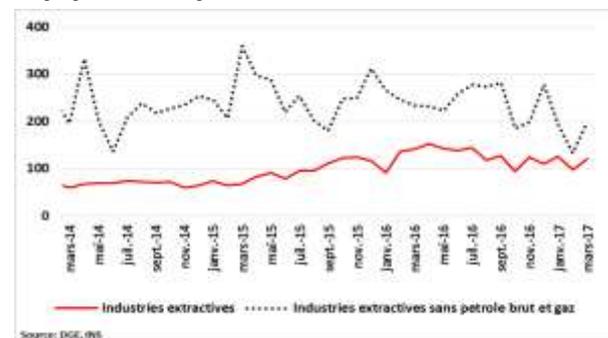
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle



○ Repli des activités extractives

L'activité des industries extractives se contracte sous l'effet de ses différentes branches à savoir l'« extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » (-6,7%) et les « autres activités extractives » (-29,9%).

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



L'activité de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » regresse suite à la production record enregistrée en 2016 du fait des investissements effectués. Cette inflexion provient de l'extraction pétrolière.

En effet, le pétrole brut, après avoir atteint en 2016, le niveau de production le plus élevé depuis 2010, est en retrait de 9,0% à fin mars 2017. La réalisation descend à 3 401,6 milliers de barils après 3 736,8 milliers de barils à la période correspondante de 2016. Ce repli est en partie dû à la baisse observée sur les permis CI-26

(-35,4%) et CI-11 (-2,7%) et au ralentissement de l'extraction sur le permis CI-40 (+3,5% après +168,5% sur la même période de 2016). Par contre, le permis CI-27 voit sa production augmenter de 48,7%. A fin mars 2017, le permis CI-40 est le principal bloc pétrolier avec 65,0% de la production totale.

Concernant le gaz naturel, la production progresse de 5,6% pour atteindre 621,2 millions de mètres cubes, en lien avec l'accroissement de la production sur l'ensemble des permis à l'exception du permis CI-26 (-36,9%). Ainsi, l'extraction gazière sur les permis CI-27, CI-40 et CI-11 augmente de 17,7%, 0,6% et 40,0% respectivement. Cette embellie garantit une bonne alimentation des centrales thermiques.

○ Industries manufacturières en hausse

Le secteur manufacturier ressort en hausse de 6,6% grâce aux « industries agroalimentaires et tabac » (+14,4%), aux « industries du bois et meubles » (+4,2%), aux « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (+4,6%), aux « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+19,7%) et à la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+90,3%).

L'activité des « industries agroalimentaires et tabac » est portée essentiellement par la bonne santé de la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+15,7%). En revanche, la branche « fabrication de produits à base de tabac » (-11,0%) baisse.

La branche « industries du bois et meubles » évolue sous l'effet de la progression du « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (+15,0%) et des activités de « fabrication de meubles et activités non classées ailleurs » (+3,1%).

La branche « fabrication de machines et matériels de tous types » affiche une hausse provenant de la sous branche « fabrication de machines et de matériels électriques » (+103,5%) tandis que la « construction de véhicules automobiles » recule de 29,4%.

L'activité des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » augmente grâce à la vitalité

des branches « fabrications de produits chimiques » (+8,6%) et « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (+8,5%). Par contre, la branche « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » se contracte de 4,0%, malgré la bonne tenue de la production de produits pétroliers.

En effet, la production de **produits pétroliers** augmente de 13,2% pour s'établir à 639 843,8 tonnes. Elle enregistre une inversion de tendance, après des baisses enregistrées durant toute l'année 2016 et sur les deux premiers mois de 2017. Cette évolution s'explique principalement par une importante production de produits semi-finis, résidus des unités de raffinage opérationnelles, suite à l'incident intervenu sur l'hydrocraqueur de la SIR en janvier 2017. Ces résidus, atteignant 83 773 tonnes sur la période sous revue et destinés à l'exportation, étaient auparavant traités par l'hydrocraqueur pour obtenir des produits finis. En raison de la baisse de son rendement du traitement de pétrole brut depuis janvier 2017, la production de produits pétroliers par la SIR est en grande partie temporairement basée sur des produits semi-finis importés. L'embellie de la production se ressent également au niveau du gasoil (+12,5%), du fuel-oil (+26,4%) et du DDO (+122,5%).

A l'inverse des précédentes grandes branches, les industries « textiles et cuir » se replient de 16,5%, en lien avec la baisse d'activités au niveau des branches « fabrication de textiles » (-18,5%), « travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage ; fabrication de chaussures » (-16,3%) et « fabrication d'articles d'habillement ; préparation et teinture des fourrures » (-0,6%).

L'activité des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » se contracte de 3,5% impactée par le recul à la fois des branches « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en carton » (-5,6%) et « édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements » (-0,8%).

Les « industries métalliques » enregistrent un reflux de 19,6% imputable à la principale branche « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » (-31,2%).

Cette baisse est atténuée par la progression des activités de « métallurgie et fonderie » (+33,0%).

Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier



○ **Energies commerciales en augmentation continue**

La branche « électricité, gaz et eau » enregistre une progression de 5,7% à fin mars 2017, résultant de la hausse des activités de « production et distribution d'électricité » (+8,3%) et de la contraction des activités de « captage, traitement et distribution d'eau » (-0,8%).

La production nette d'électricité s'établit à 2 620 Gwh, en accroissement de 8,6%. Cette augmentation de l'offre d'électricité est attribuable à la fois à l'électricité de source thermique (+8,0%) et de source hydraulique (+12,1%). L'énergie de source thermique continue de bénéficier de l'optimisation des unités existantes. Son dynamisme provient des centrales AZITO ENERGIE (+16,9%), AGGREKO (+6,3%) et Vridil (+68,8%). En revanche, la production de la centrale thermique CIPREL recule de 2,7%.

Au niveau de l'énergie de source hydraulique, la croissance tire profit de la bonne disponibilité en eau des barrages et devrait s'accélérer avec la mise en service du barrage de Soubré qui apportera 275 mégawatts supplémentaires.

✓ **Le BTP**

S'agissant du BTP, l'indicateur avancé portant sur la consommation des matériaux de construction se contracte de 8,7% en lien notamment avec l'arrêt de certains chantiers. Toutefois, cette baisse devrait s'amoinrir au cours des prochains mois avec le démarrage de nouveaux grands chantiers d'infrastructures publiques. Ces chantiers concernent la réhabilitation et l'extension d'infrastructures existantes ainsi que la construction de

nouveaux ouvrages. Ainsi, le prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou et la réalisation du 4ème pont d'Abidjan devraient démarrer au cours de l'année 2017.

II.1.c. Secteur tertiaire

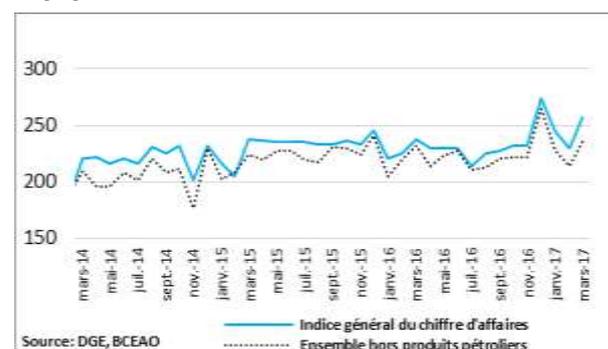
Au terme du premier trimestre 2017, le **secteur tertiaire** affiche une évolution différenciée de ses composantes. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail augmente de 7,0% en termes nominaux. De même, il est enregistré une hausse de 14,7% du nombre de passagers commerciaux dans le trafic aérien. A l'inverse, le trafic global de marchandises dans le transport maritime (-3,3%) et dans le ferroviaire (-9,9%) se contractent. Par ailleurs, le transport terrestre accuse une baisse de 3,9%, affecté par l'engorgement au Port d'Abidjan qui réduit les rotations et les difficultés de commercialisation du cacao du début de l'année 2017.

✓ **Commerce de détail**

Evolution favorable

L'Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail augmente de 7,0% en termes nominaux à fin mars 2017. Cette embellie est attribuable aux ventes des branches « produits de l'alimentation » (+33,7%), des « produits pétroliers » (+10,5%) et « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+1,0%). En revanche, ces performances sont atténuées par la contraction des ventes dans les branches telles que les « articles d'équipement de la personne » (-22,7%), les « produits d'équipement du logement » (-7,1%), les « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » (-5,9%) et les « produits divers » (-1,8%).

Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Les évolutions des différentes branches se déclinent comme suit.

La hausse du chiffre d'affaires de la branche « produits pétroliers », dans un contexte de prix à la pompe fixe, traduit la bonne évolution du trafic routier.

L'augmentation des ventes de la branche des « produits de l'alimentation » est liée à la bonne organisation des circuits de distribution qui permet de mieux répondre à la demande. La progression des ventes est observée dans l'ensemble des composantes.

Le chiffre d'affaires des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » augmente, porté à la fois par les sous-branches « produits pharmaceutiques et médicaux » (+0,9%) et « parfumerie et produits de beauté » (+4,3%). Cette progression des affaires est favorisée par des vagues de promotions sur de nouvelles gammes de produits.

Toutefois, ces bonnes performances sont amoindries par la baisse du chiffre d'affaires des autres branches.

Les « produits de l'équipement du logement » enregistrent une contraction de leur vente de 7,1% en rapport avec le recul du chiffre d'affaires de la composante « matériaux de construction, quincaillerie » (-13,7%) impactée par le ralentissement des activités dans le secteur du BTP et la hausse du prix de certains matériaux de construction qui décourage les acheteurs. En revanche, la sous-branche « ameublement, équipements et produits ménagers » augmente de 25,1%.

Concernant les « articles d'équipement de la personne », la baisse du chiffre d'affaires de 22,7% provient principalement de la sous-branche « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » qui accuse un repli de 22,8% en relation avec le développement du marché des articles de seconde main. Toutefois, la vente des « montres, horloges, bijoux et pierre précieuses » progresse de 13,1%.

Le chiffre d'affaires des « automobiles, motocycles et pièces détachées » recule de 5,9% du fait de la baisse des commandes de véhicules de la part des ménages, de l'administration publique et des institutions privées.

Ainsi, la vente de la sous-branche « véhicules automobiles neufs » se contracte de 7,6%. Par contre, la vente des « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motocycles neufs » croît de 0,6%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail enregistre une augmentation de 3,0%.

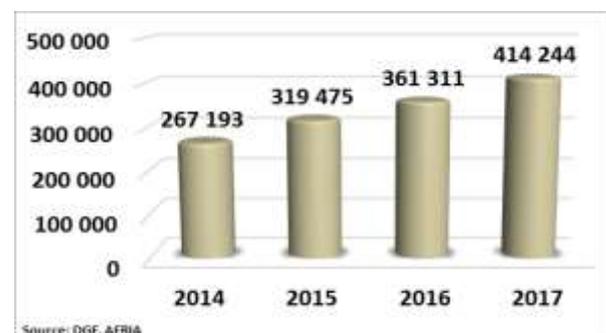
✓ *Transports*

Les activités dans le transport enregistrent une évolution contrastée.

○ **Poursuite du dynamisme du transport aérien**

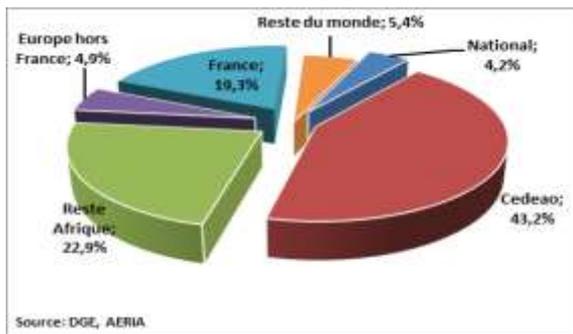
Le **trafic aérien** demeure en pleine croissance en rapport avec la consolidation de l'activité économique nationale. Ainsi, au terme du premier trimestre 2017, le nombre total de voyageurs commerciaux ressort à 414 244 passagers, en accroissement de 14,7% par rapport à la période correspondante de 2016. Ce dynamisme se ressent au niveau du trafic de la zone CEDEAO (+23,6%) et dans le reste de l'Afrique (+5,9%). De même, la zone Europe enregistre une augmentation du trafic de 13,9% dont la France, pays avec lequel le trafic croît de 26,7%. Par ailleurs, le trafic intérieur (+4,1%) poursuit sa reprise après la baisse de 1,6% enregistrée en janvier 2017 du fait des remous sociaux.

Graphique 6 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin mars



La structure du trafic aérien reste dominée par les destinations CEDEAO (43,2%) et Europe (24,2%) dont la France (19,3%).

Graphique 7 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



Les principales compagnies du trafic aérien en termes de passagers transportés sont AIR COTE D'IVOIRE (189 851 passagers ; +25,3%) et AIR FRANCE (66 867 passagers ; +0,6%).

○ Transports routier, maritime et ferroviaire en repli

Au niveau du **transport maritime**, l'activité au port d'Abidjan est confrontée à l'engorgement de la zone portuaire. Cette situation s'explique par les investissements en cours, portant notamment sur la réhabilitation des infrastructures routières et des travaux d'extension du port. Les rotations des camions s'en trouvent réduites et le trafic global de marchandises enregistre une contraction de 3,3% en relation avec la baisse du trafic national (-0,2%), des activités du transbordement (-26,6%) et du transit (-6,4%).

Au niveau national, le trafic subit la contraction des produits pétroliers (-5,1%) liée à la baisse des importations de pétrole brut (-26,2%) par la SIR. En revanche, les marchandises générales augmentent de 1,8%.

Concernant le transbordement, les activités sont détournées vers les ports concurrents.

Quant au transit, il enregistre un recul de 6,4% en liaison principalement avec la baisse des échanges de marchandises générales (-9,4%) avec les pays de l'hinterland. Ainsi, les échanges avec le Burkina Faso et le Niger accusent des contractions respectives de 20,5% et 54,2%. Toutefois, les échanges avec le Mali augmentent de 12,6%. S'agissant des échanges en transit avec les autres pays côtiers, ils progressent fortement,

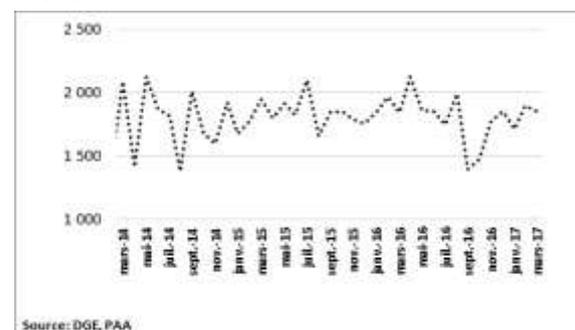
passant de 6 627,6 tonnes au premier trimestre 2016 à 23 968,6 tonnes au premier trimestre 2017.

Les activités du Port d'Abidjan sont marquées par un accroissement des exportations de 16,2% et un repli des importations de 11,3%.

L'augmentation des exportations est tirée principalement par les produits pétroliers (+20,7%), le caoutchouc brut et latex (+62,3%), l'anacarde (+218,4%), la banane (+7,2%), le manganèse (+572,4%) et le zinc concentré (+99,3%). Toutefois, ces hausses sont atténuées par les marchandises transbordées (-3,8%) ainsi que les produits tels que le cacao (-0,6%) et le coton en fibres, égrené et graine (-16,9%). Une grande partie du cacao exporté passe par le port de San Pedro.

S'agissant des importations, elles pâtissent de la diminution des achats de produits pétroliers (-21,2%), des marchandises transbordées (-41,9%), du riz en vrac (-16,8%), du ciment (-87,4%), des engrais et les matières premières (-0,5%) et des produits chimiques de base (-71,2%). En revanche, les volumes importés du clinker (+15,7%), du sucre, glucose, sel et mélasse (+48,9%) et du froment (+17,5%) sont ressortis en hausse.

Graphique 8 : Evolution du trafic global de marchandises du PAA



Le **transport terrestre** a subi l'effet des remous sociaux et de la perturbation de la commercialisation du cacao intervenus en début d'année. Il a pâti également de l'engorgement du port d'Abidjan qui a réduit les rotations des camions. Ainsi, l'indicateur avancé qu'est la consommation de gasoil se contracte de 3,9%. Toutefois, la normalisation de la commercialisation du cacao et l'amélioration prochaine de la fluidité dans la zone portuaire grâce à l'aménagement de zones de parking pour les camions devraient permettre de

redresser le transport routier. Ce redressement sera renforcé par les acquisitions en cours par la SOTRA de nouveaux autobus.

Dans la **branche ferroviaire**, une baisse du trafic est également observée. Le volume de marchandises transportées recule de 9,9% pour s'établir à 215 535,6 tonnes, en relation avec la timidité des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. En effet, les exportations de marchandises de la Côte d'Ivoire vers le Burkina Faso baissent de 13,7% pendant que les importations se tassent de 0,5%.

De même, le transport ferroviaire de personnes recule de 27,7%, en rapport avec la faible compétitivité qualité prix du service.

II.1.d. Prix à la consommation

Croissance modérée

L'indice harmonisé des prix à la consommation progresse de 1,0% en moyenne à fin mars 2017 par rapport à la même période en 2016. Cette évolution est expliquée par le raffermissement des prix des produits non alimentaires (+1,2%) et de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,5%).

Par ailleurs, la hausse des prix à la consommation provient à la fois des produits importés (+1,6%) et des produits locaux (+1,3%).

La hausse des prix des produits de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est tirée aussi bien par les produits alimentaires (+0,4%) que par les boissons non alcoolisées (+4,0%).

S'agissant des produits alimentaires, un accroissement des prix est observé au niveau des viandes (+1,9%), des poissons (+0,7%), ainsi que des huiles et graisses (+16,4%). En revanche, les prix des céréales non transformées (-0,7%), du lait-fromages-œufs (-2,9%), des fruits (-2,1%), des légumes frais (-5,6%) et des tubercules et plantains (-0,8%) fléchissent.

Les céréales non transformées subissent principalement la contraction des prix du « riz local vendu en détail » (-3,4%), et du « riz brisé vendu au détail » (-0,1%). Par

contre, les prix du « riz importé populaire au détail » (+2,6%), du « mil en grain vendu au détail » (+3,5%), des « maïs séchés en grains vendu au détail » (+0,6%), du « fonio en grain en vrac » (+2,5%), de la « farine de maïs en vrac » (+3,9%) et de la « farine de mil vendue en vrac » (+21,6%) augmentent.

Au niveau des viandes, la hausse des prix provient des composants telles que la « viande de bœuf sans os » (+1,8%), la « viande fraîche de mouton » (+3,0%), la « viande fraîche de porc au kilo » (+6,2%), le « poulet vivant de chair » (+4,6%). Par contre, les prix de la « pintade sur pied » (-7,7%), du « saucisson de porc » (-0,3%) et du « saucisson de bœuf » (-50,4%) diminuent.

S'agissant des poissons les prix augmentent faiblement sous l'effet conjugué de la contraction des prix du « poisson frais Appolo » (-2,3%), du « poisson frais Sosso » (-2,0%), du « poisson frais Capitaine » (-4,3%), du « poisson carpe rouge » (-9,0%), de la « carpe blanche » (-1,2%) et du « poisson fumé Mâchoiron » (-6,8%), et du renchérissement de ceux du « poisson fumé Hareng » (+17,7%), du « poisson fumé Maquereau » (+1,0%) et de la « carpe fumée » (+1,0%).

La fonction « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,6%) enregistre une augmentation des prix provenant aussi bien des « boissons alcoolisées » (+2,1%) que des stupéfiants (+3,2%).

Les prix des produits non alimentaires sont tirés à la hausse par les « articles d'habillement et chaussures » (+2,4%), le « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,6%), les « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,4%), la « santé » (+1,0%), les « loisirs et culture » (+1,4%), l'« enseignements » (+1,9%), et les « biens et services divers » (+3,3%). Par contre, les prix du « transport » (-1,6%), de la « communication » (-1,7%) et des « restaurants et hôtels » (-0,1%) fléchissent.

Le relèvement des prix des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est imputable essentiellement aux « loyers effectifs » (+2,2%) et à l'« électricité, gaz et autres combustibles » (+7,6%).

L'augmentation des prix observée sur les « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » provient essentiellement des « meubles, articles d'ameublement, tapis » (+5,2%), des « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage » (+4,6%) tandis que les prix des « appareils ménagers » (-1,2) baissent.

La fonction « santé » voit les prix de ses postes croître en raison de l'augmentation au niveau des « produits, appareils et matériels médicaux » (+1,8%).

La fonction « loisirs et culture » subit l'accroissement des prix des postes « services récréatifs et culturels » (+1,8%), « journaux, livres et articles de papeterie » (+2,1%), et « autres articles et matériel de loisirs, de jardinage » (+1,4%).

La fonction « enseignement » est impactée essentiellement par le renchérissement des prix au niveau des postes « enseignement préscolaire et primaire » (+3,3%) et « enseignement secondaire » (+4,1%).

La fonction « biens et services divers » enregistre un regain des prix imputable aux postes « soins corporels » (+4,4%), « effets personnels non classés ailleurs » (+2,2%).

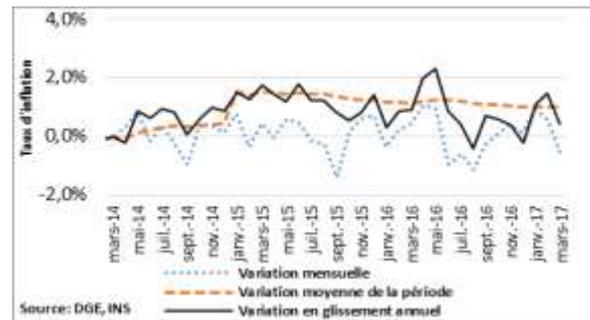
Le fléchissement des prix du « transport » s'explique par la réduction des prix des « dépenses d'utilisation des véhicules » (-0,7%), des « achats de véhicules » (-0,2%) ainsi que des « services de transport » (-2,0%).

La baisse des prix de la fonction « communication » provient principalement du poste « services de téléphonie et de télécopie » (-0,2%) tandis que les prix des « matériels de téléphonie et télécopie » (+0,5%) croissent.

L'amointrissement des prix de la fonction « restaurants et hôtels » de 0,1% fait suite à la diminution des prix au niveau du poste « services de restauration » (-0,1%).

En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 0,8%, inférieur au plafond communautaire qui est de 3%.

Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation



II.1.e. Emploi moderne

Dans le secteur moderne, le marché du travail est caractérisé par une progression de 4,1% du nombre de salariés correspondant à une création nette de 35 620 emplois sur un an. Cette orientation favorable provient principalement du secteur privé qui continue d'être le moteur de croissance de l'emploi avec une contribution à hauteur de 83,7% dans la création d'emplois.

Le secteur privé formel compte 710 751 salariés, en progression de 4,4%, soit une création nette de 29 806 emplois. Cette hausse de l'emploi est attribuable aux branches d'activité telles que le commerce (+43,7% ; +13 018 emplois nets), l'industrie manufacturière (+10,0% ; +2 972 emplois nets), l'enseignement privé (+9,0% ; +2 681 emplois nets), l'agricole scierie (+7,5% ; +2 236 emplois nets), le BTP (+6,8% ; +2 041 emplois nets), les établissements financiers (+5,4% ; +1 616 emplois nets) ainsi que les hôtels et restaurants (+3,5% ; +1 057 emplois nets).

Au niveau du secteur public, le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat affiche une hausse de 2,9% correspondant à une création nette de 5 814 emplois. Ainsi, l'effectif du secteur public hors les militaires atteint 203 122.

Au total, le secteur formel moderne comptabilise 913 873 salariés.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin mars 2017, la situation des finances publiques est marquée par un bon niveau de recouvrement des recettes et une sous consommation des dépenses totales et prêts nets.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes et dons a atteint de 1 164,0 milliards contre un objectif de 1 139,8 milliards. Ce résultat est attribuable au bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+18,2 milliards) et des recettes non fiscales (+48,7 milliards).

Bon niveau de recouvrement des recettes fiscales

La situation des recettes fiscales, fait ressortir un niveau de recouvrement de 894,8 milliards contre un objectif de 876,6 milliards, soit une plus-value de 18,2 milliards. Cette évolution est attribuable à la bonne performance au niveau de la fiscalité intérieure (+25,9 milliards).

Par rapport au premier trimestre 2016, les recettes fiscales ressortent en hausse de 86,4 milliards.

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

✓ Au niveau de la fiscalité intérieure

Les recettes fiscales intérieures du premier trimestre 2017 ressortent à 427,6 milliards contre un objectif de 401,7 milliards soit une hausse de 25,9 milliards. Toutefois, les recouvrements sur quelques impôts sont en deçà des prévisions notamment, les impôts sur revenus et salaires, la taxe sur tabacs boissons et la taxe sur les télécommunications. Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- *les impôts sur les bénéfices* ont atteint 36,6 milliards contre un objectif de 29,7 milliards soit une plus-value de 6,9 milliards. La performance de ces impôts est attribuable à la fois à la composante Pétrole-Gaz (+5,8 milliards) et au BIC hors pétrole (+1,5 milliards). La composante Pétrole-Gaz bénéficie de la hausse de la production gazière tandis que le BIC hors pétrole tire

avantage des opérations de régularisation de CI télécom de 1,2 milliard au titre de l'impôt BIC suite à sa fusion avec une autre entreprise de téléphonie ;

- *la taxe sur les télécommunications* s'est établie à 10,1 milliards contre un objectif de 16,5 milliards, soit un écart négatif de 6,4 milliards dû essentiellement à une progression en glissement annuel moins forte que prévue du chiffre d'affaires des entreprises du secteur de la télécommunication ;
- *la Taxe sur la Valeur Ajoutée* a été recouvrée à hauteur de 100,9 milliards contre une prévision de 94,5 milliards, dégageant une plus-value de 6,4 milliards. Ce résultat s'explique principalement par les paiements spontanés, attestant ainsi de la bonne tenue des activités économiques au cours de la période. Concernant les crédits de TVA, les remboursements ont été effectués à hauteur de 15,2 milliards à fin mars 2017 ;
- *les droits d'enregistrement café cacao* sont ressortis à 59,2 milliards contre un objectif de 32,4 milliards, soit une plus-value de 26,8 milliards. Ils ont bénéficié de la normalisation de la commercialisation du cacao après les perturbations observées de novembre 2016 à janvier 2017. Ainsi, les quantités de cacao soumises à la formalité de l'enregistrement ont été plus importantes que prévues (+65,4%) et les prix meilleurs que ceux retenus dans les projections (1 803,4 FCFA/Kg en réalisation contre 1 678,5 FCFA/Kg prévus) ;
- En ce qui concerne le TRESOR, les recouvrements sont estimés à 1,6 milliard dont 1,3 milliard de recettes sur les impôts directs et 0,3 milliard sur les impôts

indirects. Ils enregistrent ainsi une moins-value de 1,0 milliard.

✓ Au niveau de la fiscalité de porte

L'évolution des recettes douanières est fortement marquée par un faible niveau de recouvrement *des droits et taxes à l'importation*. Prévus à 474,9 milliards, les encaissements sont ressortis à 467,2 milliards soit une moins-value de 7,7 milliards.

Les recettes douanières sont composées de 263,1 milliards de *droits et taxes à l'importation et de* 204,1 milliards *de taxes sur les exportations*. Les explications par rubriques, par rapport aux objectifs sont les suivantes :

- au niveau *des droits et taxes à l'importation*, il est noté une contre-performance de l'ensemble des composantes.
 - celle des taxes sur les marchandises générales (-14,8 milliards) s'explique par la baisse des prix moyens (307,55 francs/kg contre 336,24 francs/kg en prévision) et par des volumes des mises à la consommation en droit commun inférieurs aux prévisions (2 376,94 milliers de tonnes contre 2 651,27 milliers de tonnes attendus).
 - La moins-value au niveau des taxes sur les produits pétroliers (-45,1 milliards) est imputable principalement aux niveaux de taxation inférieurs aux prévisions (gasoil : 134,10 francs/litre pour un objectif de 224,06 francs/litre) et super carburant : 139,83 francs/litre pour un objectif de 230,91 francs/litre) et au volume de gasoil consommé moins important que prévu de 9,12 millions de litres.
- Au niveau *des droits et taxes à l'exportation*, il est enregistré une plus-value de 52,2 milliards qui provient de la

hausse des exportations de cacao plus forte que prévues (+ 178 968 tonnes) et du prix CAF plus élevé que la prévision (1 803,43 FCFA/KG contre 1 678,7 FCFA/KG en projection).

Bonne réalisation des recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales sont évaluées à 183,2 milliards contre un objectif de 134,5 milliards, soit un surplus de 48,7 milliards. Cette bonne tenue provient essentiellement des redevances de téléphonie mobile (+65 milliards).

Les dons ressortent à 40,8 milliards contre une prévision de 53,9 milliards.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Au terme du premier trimestre 2017, les dépenses totales et prêts nets sont évalués à 1 196,6 milliards contre un objectif de 1 365,8 milliards. Ils bénéficient notamment d'une sous consommation des dépenses de personnel et des dépenses de fonctionnement. Dans le détail, les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel se sont établies à 363,2 milliards contre un objectif de 377,7 milliards, soit une sous-consommation de 14,4 milliards. La non réalisation de l'objectif s'explique par le retard dans l'acheminement à la Direction de la Solde des dossiers de premiers mandatements des agents nouvellement recrutés au titre de l'année 2016 et venant en report de traitement sur 2017. Il s'agit notamment des agents issus du secteur Education/Formation dont 8 000 instituteurs sortants des CAFOP.

Les dépenses de fonctionnement sont ressorties à 140,2 milliards contre un objectif de 242,9 milliards, traduisant la gestion rationnelle des charges de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement sont évaluées à 407,4 milliards supérieures à l'objectif de 404,8 milliards. Elles ont été financées par 152,7 milliards de ressources internes et 254,6 milliards de ressources extérieures.

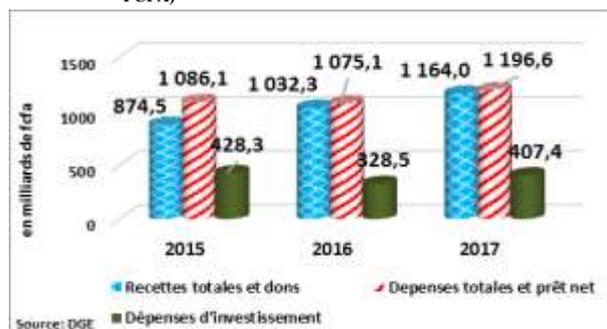
- Au niveau des ressources internes, il est noté une sous-consommation de 39,4 milliards qui s'explique par le retard accusé dans l'exécution de certains projets notamment, l'aménagement de la route Guitry-Divo, le bitumage de l'axe Ferké-Kong, la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle.
- Au niveau des ressources extérieures, l'investissement a été réalisé à hauteur de 254,6 milliards pour un objectif de 212,8 milliards, soit un taux d'exécution de 119,7%. Ces dépenses portent sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les intérêts sur la dette se chiffrent à 65,4 milliards contre un objectif de 67,4 milliards. Ils portent principalement sur les intérêts des Eurobonds (32,4 milliards).

Il en résulte à fin mars 2017 un solde primaire de base excédentaire de 246,7 milliards de FCFA et un déficit budgétaire global de 32,6 milliards de FCFA contre des soldes attendus respectivement à 0,3 milliard et -226,0 milliards. Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier sous régional pour un montant de 269,8 milliards dont 209,8 milliards de bons du Trésor. En outre, l'Etat a bénéficié d'emprunts projets exécutés à 213,9 milliards.

Ces divers financements ont contribué également au remboursement du service de la dette publique à hauteur de 340,9 milliards, répartis entre 70,2 milliards de dette extérieure et 270,7 milliards de dette intérieure dont 216,2 milliards pour des titres publics.

Graphique 10 : Indicateurs des finances publiques à fin mars (en milliards de FCFA)

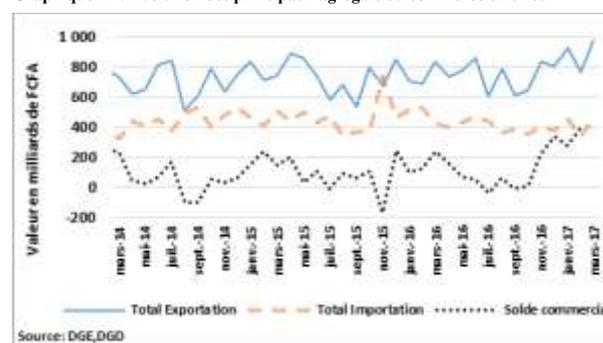


II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont marqués par une hausse des exportations (+26,9%) et une contraction des importations (-14,2%) en valeur. Il en résulte un solde commercial excédentaire de 1 191,4 milliards, en progression de 157,5% par rapport à l'excédent de mars 2016.

En volume, la dynamique des exportations (+16,4%) est soutenue tandis que les importations (-9,4%) reculent. Les termes de l'échange s'améliorent de 15,2%, sous l'effet combiné d'une baisse des prix à l'importation (-5,4%) et d'une hausse des prix à l'exportation (+9,0%).

Graphique 11 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur



✓ Exportations

Hausse confortée par les ventes de produits primaires et transformés

La hausse en valeur des exportations (spéciaux et hors biens exceptionnels) est attribuable aux produits primaires et aux produits transformés qui croissent respectivement de 30,0% et 20,2%.

L'augmentation des produits transformés provient principalement des produits manufacturés (+63,6%). Ces derniers sont portés par une forte croissance des produits pétroliers (+327,5%), des appareils de navigation maritime (+108,3 %) ainsi que des savons (+10,6%).

Toutefois, la hausse des produits manufacturés est amoindrie par le repli en valeur des conserves et préparations alimentaires (-12,4%) et des produits de première transformation (-3,3%). Il s'agit notamment du cacao transformé (-2,0%), de l'huile de palme (-10,3%),

café transformé (-38,9%) et des huiles essentielles et extraits végétaux (-1,2%).

La bonne orientation en valeur des **produits primaires** est principalement attribuable à la progression de l'agriculture d'exportation (+28,4%) notamment, le cacao fèves (+8,4%), le coton en masse (+23,5%), le caoutchouc (+97,8%). Les exportations du café vert (-20,9%) se contractent en valeur sous l'effet d'une baisse du volume. En outre, les produits primaires profitent de l'orientation favorable des produits miniers (+41,5%) tirés par l'or (+25,8%) et le pétrole brut (+57,7%). Quant aux produits de l'agriculture vivrière, ils s'inscrivent en baisse imputable au retrait du riz (-26,1%), de la pêche (-39,5%), et des légumes et tubercules alimentaires (-49,7%). La contraction des exportations du riz en valeur s'explique par la baisse de prix (-28,7%) tandis que la quantité exportée croît (+3,7%)

✓ **Importations**

Repli sous l'effet des biens d'équipement et des biens intermédiaires

Les importations en valeur se contractent de 14,2% du fait des biens d'équipement (-47,4%) et des biens intermédiaires (-11,5%) alors que les biens de consommation (+6,3%) enregistrent une augmentation.

La hausse des **biens de consommation** est attribuable aux autres biens de consommation (+16,1%), notamment les produits pétroliers (+154,4%), les plastiques (+4,0%), les appareils électro-ménagers (+6,1%) ainsi que l'automobile (+3,7%).

Les **biens d'équipement** pâtissent, quant à eux, du repli des achats de machines mécaniques (-9,7%), de machines électriques (-49,5%), de matériels de transport routier (-31,7%) et de matériel de transport de navigation maritime (-96,7%).

Les **biens intermédiaires** sont affectés par le retrait des importations d'engrais (-53,7%), de pétrole brut (-17,1%) et des achats de « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (-1,8%).

Structure des échanges commerciaux de biens

Les produits primaires et les produits transformés représentent respectivement 70,3% et 29,7% des exportations totales en valeur.

Les produits primaires restent dominés par l'agriculture d'exportation (86,0%) dont la principale spéculation est le cacao fèves (59,3%). Ils comprennent également les produits miniers (13,8%) dont l'or (7,3%) et le pétrole brut (6,1%).

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017

	3mois 2016	3mois 2017
Produits primaires	68,7%	70,3%
Agriculture d'exportation	87,1%	86,0%
<i>dont: cacao fèves</i>	71,0%	59,3%
: noix de cajou	3,0%	11,6%
Produits miniers	12,7%	13,8%
<i>dont: pétrole brut</i>	5,0%	6,1%
: Or	7,5%	7,3%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,3%	0,2%
Produits transformés	31,3%	29,7%
1ère Transformation	60,1%	48,3%
<i>dont: Cacao transformé</i>	40,8%	33,3%
Manufacturiers	35,7%	48,6%
<i>dont: Produits pétroliers</i>	8,4%	29,8%
Conserves et Préparation Alimentaires	4,2%	3,1%

Source : DGE ; DGD

Les produits transformés sont composés de produits de première transformation (48,3%), de produits manufacturés (48,6%) et de conserves et préparations alimentaires (3,1%).

S'agissant des importations, elles sont dominées au cours de la période sous revue par les biens de consommation (54,1%) et les biens intermédiaires (27,9%). Les biens d'équipements ne représentent que 18,0%.

Concernant les biens de consommation, ils sont constitués principalement de produits alimentaires tels que le riz (34,3%) et les poissons (24,5%).

Quant aux biens intermédiaires, ils intègrent le pétrole brut (37,4%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (16,4%).

Les biens d'équipement demeurent dominés par les machines mécaniques (49,0%) et les machines électriques (19,4%).

Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017

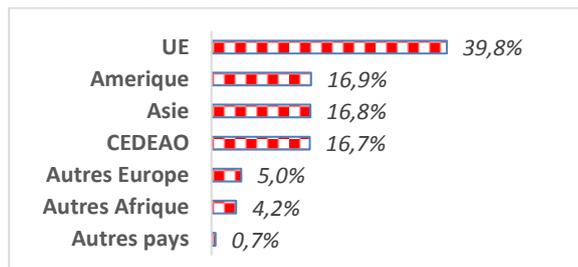
	3 mois 2016	3 mois 2017
Biens de Consommation	43,7%	54,1%
Produits alimentaires	43,7%	38,5%
<i>dont : Poissons</i>	21,4%	24,5%
<i>Riz</i>	36,1%	34,3%
Biens intermédiaires	27,0%	27,9%
<i>dont : Pétrole brut</i>	40,0%	37,4%
<i>Fer, fonte, acier et ouvrages en acier</i>	14,8%	16,4%
Biens d'équipement	29,3%	18,0%
<i>dont : Machines mécaniques</i>	28,5%	49,0%
<i>Machines électriques</i>	20,2%	19,4%

Source : DGE ; DGD

✓ Répartition géographique des échanges

La répartition géographique des exportations à fin mars 2017 indique que les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire, sont dans l'ordre : l'Union Européenne, l'Amérique, l'Asie et la CEDEAO. Ces quatre zones totalisent 90,1% des échanges du pays.

Graphique 12 : Répartition géographique des exportations à fin mars 2017



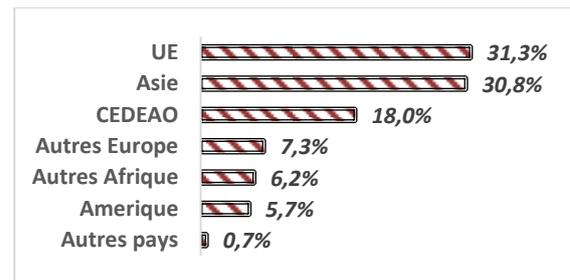
Source : DGE ; DGD

En Europe, les Pays Bas (12,1%), la Belgique (7,2%), l'Allemagne (5,7%) et la France (4,6%) sont les principales destinations des produits ivoiriens, pendant que le Ghana (4,0%) représente le partenaire commercial majeur en Afrique de l'Ouest devant le Burkina Faso (3,9%) en lien avec le dynamisme du commerce frontalier favorisé par la proximité géographique.

Sur le continent américain, les Etats-Unis (13,8%) se positionnent à la première place avec les achats de cacao fèves en raison de l'implantation de ses entreprises dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

En Asie, le principal partenaire est l'Inde (5,4%).

Graphique 13 : Répartition géographique des importations à fin mars 2017



Source : DGE ; DGD

Quant aux importations, elles proviennent essentiellement de l'Union Européenne, de l'Asie et de la CEDEAO. Ainsi, l'ensemble des importations de ces zones représentent 80,0% des échanges.

Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la Chine et la France se positionnent en tête avec respectivement 13,0% et 11,4% des importations.

Le poids de la CEDEAO s'explique par les achats de pétrole brut en provenance du Nigéria destiné à l'alimentation de la SIR. Ce qui fait du Nigéria le premier pays partenaire commercial de la Côte d'Ivoire au niveau du continent africain et deuxième dans le monde.

II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHE BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

Poursuite de la consolidation du financement de l'économie

Au terme du premier trimestre 2017, la **situation monétaire** est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire (+11,4% ; +883,3 milliards), une consolidation des crédits intérieurs nets (+21,3% ; +1 218,1 milliards) et une contraction des avoirs extérieurs nets (-17,8% ; -425,9 milliards).

La **masse monétaire** ressort à 8 598,9 milliards en augmentation de 11,4% (+883,3 milliards) par rapport à la période correspondante de 2016. Cette évolution se ressent à la fois au niveau des dépôts en banque (+9,9% ; +568,4 milliards) et de la monnaie fiduciaire (+15,8% ; +315,0 milliards).

Cependant, les contreparties de la masse monétaire affichent des évolutions différenciées.

Ainsi, les **avoirs extérieurs nets** se contractent de 17,8% (-425,9 milliards) pour ressortir à 1 962,4 milliards, en relation avec le faible rapatriement des recettes d'exportation. Toutefois, cette baisse devrait s'atténuer dans les mois à venir en relation avec les prochaines mobilisations des ressources sur le marché financier international par l'émission d'un Eurobond en 2017.

Au niveau des **crédits intérieurs nets**, l'encours a atteint 6 927,2 milliards en progression de 21,3% (+1 218,1 milliards), sous l'effet de l'augmentation à la fois du crédit net à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG). Cette bonne évolution du crédit traduit la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne.

La Position Nette du Gouvernement (PNG) s'élève à 1 766,7 milliards, en hausse de 19,8% (+292,3 milliards). Cette évolution de la PNG traduit la hausse des engagements du Trésor vis-à-vis du système bancaire, en lien avec le financement des projets structurants de l'Etat.

S'agissant du financement bancaire de l'économie, il s'est affiché à 5 160,5 milliards, en accroissement de 21,9% (+925,8 milliards), en raison du besoin croissant de financement des opérateurs économiques privés et de la volonté des banques à les accompagner. Tous les types de crédits bénéficient de cette embellie notamment les crédits de campagne (+71,3% ; +205,9 milliards), les crédits ordinaires de court terme (+10,6% ; +230,3 milliards), les crédits ordinaires à moyen terme (+26,2% ; +417,2 milliards) et ceux à long terme (+41,4% ; +72,3 milliards).

Graphique 14: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



En ce qui concerne la situation des banques sur le premier trimestre de 2017, il est enregistré un accroissement des dépôts de 31,3% (+111,8 milliards) pour s'établir à 469,4 milliards.

Aussi, en termes de flux, le montant cumulé des effets escomptés s'élève à 236,5 milliards, en hausse de 33,9% (+59,9 milliards) en relation avec la progression des effets escomptés accordés aux « Entreprises individuelles » (+26,9 milliards), aux « Autres sociétés » (+26,6 milliards) et aux « Particuliers » (+15,5 milliards). Le taux moyen d'escompte recule de 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 6,2%.

En ce qui concerne le montant cumulé des crédits ordinaires, il enregistre une baisse de 7,6% (-78,9 milliards) en lien avec la contraction des crédits accordés aux « Particuliers » (-96,2 milliards), aux « Entreprises individuelles » (-38,1 milliards), aux « Personnels des banques » (-3,3 milliards), à la « Clientèle financière » (-1,4 milliard) et aux « Clients divers » (-1,1 milliard). Cette évolution traduit un certain attentisme de l'ensemble des acteurs lié aux perturbations observées en début d'année. Le taux d'intérêt moyen est ressorti en hausse de 0,2 point de pourcentage en s'établissant à 6,2%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 19,4 mois au cours des trois premiers mois de 2017, contre 13,8 mois pour la période correspondante de 2016, en relation avec la progression des crédits à moyen et long termes.

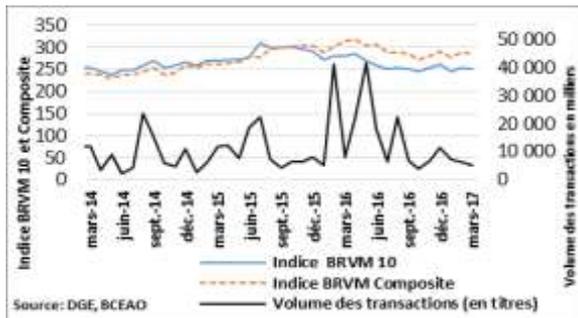
II.4.b. Marché boursier

Capitalisation boursière en hausse

Le marché boursier, à travers la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), est caractérisé par un accroissement de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM 10 et composite se contractent.

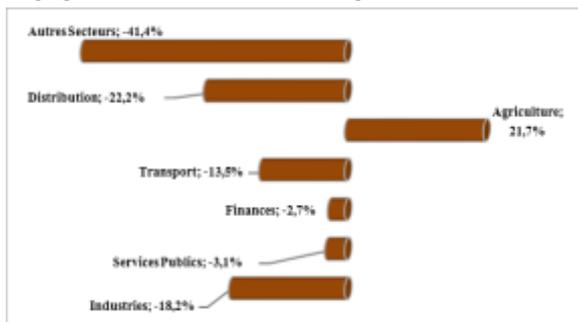
La baisse de l'indice BRVM 10 s'explique par le repli d'activité des dix entreprises qui la composent. Il ressort à 251,75 points contre 280,41 point un an plutôt, soit une contraction de 10,2%.

Graphique 15: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



L'indice BRVM composite recule de 9,1% pour s'afficher à 285,92 points. Cette évolution s'explique par la contraction de la majorité des indices sectoriels notamment celui du transport (-22,0%), de la distribution (-35,0%), de l'industrie (-24,3%), des services publics (-4,3%), des finances (-0,8%) et des autres secteurs (-41,5%). En revanche, l'indice du secteur agricole affiche une hausse de 12,2%.

Graphique 16 : Evolution des indices boursiers par secteur



Source DGE/DPPSE, BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière composite, elle se chiffre à 10 024,8 milliards, en progression de 4,8%.

Au niveau des transactions, il est enregistré une baisse du volume et de la valeur totale transigée⁴ de 37,4% et 39,8% respectivement sur les trois premiers mois.

Pour le mois de mars 2017, le marché boursier sous régional totalise 4 987 315 titres échangés pour une valeur globale de 23,2 milliards. L'activité s'est déroulée avec un ratio moyen de liquidité de 18,6%. Le taux de rendement moyen du marché se situe à 4,0% avec une prime de risque de -1,2% à fin mars 2017.

En conclusion, l'évolution de l'activité économique est globalement favorable grâce au redressement du secteur primaire et à la consolidation de l'activité industrielle. Le démarrage prochain de grands chantiers d'infrastructures publiques devrait permettre d'inverser la tendance baissière du BTP. Ces chantiers concernent la réhabilitation et l'extension d'infrastructures existantes ainsi que la construction de nouveaux ouvrages. Il s'agit notamment du prolongement de l'autoroute du nord sur l'axe Yamoussoukro-Tiébissou et de la réalisation du 4ème pont d'Abidjan. De même, l'aménagement en cours de zones de parking pour les camions, par les autorités du port d'Abidjan, devrait permettre de désengorger la zone portuaire et redynamiser l'activité économique.

Dans l'ensemble, l'accélération attendue de la mise en œuvre du PND 2016-2020 devrait favoriser la consolidation de l'économie nationale et permettre l'atteinte de l'objectif de croissance de 8,5% en 2017.

⁴Nombre de titres échangés.